

Article

« Analyse spatiale des conflits urbains : enjeux et contextes dans la région de Québec »

Florent Joerin, Mathieu Pelletier, Catherine Trudelle et Paul Villeneuve

Cahiers de géographie du Québec, vol. 49, n° 138, 2005, p. 319-342.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/012560ar>

DOI: 10.7202/012560ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Analyse spatiale des conflits urbains

Enjeux et contextes dans la région de Québec

Florent Joerin, Mathieu Pelletier, Catherine Trudelle et Paul Villeneuve

Université Laval

Florent.Joerin@crad.ulaval.ca

Mathieu.Pelletier@crad.ulaval.ca

Catherine.Trudelle@crad.ulaval.ca

Paul.Villeneuve@crad.ulaval.ca

Résumé

Cette étude exploratoire des conflits urbains de la région de Québec entre 1990 et 2000 montre que la fréquence des conflits est plus élevée dans les secteurs où, d'une part, la densité de commerces de quartier est la plus forte et le tissu urbain plus ancien et, d'autre part, où la population est la plus scolarisée et dispose d'un horaire de travail flexible. Cette étude confirme ainsi que certains cadres urbains sont plus susceptibles que d'autres de générer des conflits et que certains groupes sont plus disposés à s'y engager. Elle montre aussi que ces relations sont sensiblement les mêmes, quel que soit le type d'enjeux défendus par les protagonistes de ces conflits. Deux exceptions sont toutefois à relever. Tout d'abord, les conflits liés à des enjeux environnementaux montrent parfois des relations différentes avec les variables caractérisant les lieux de conflits (indépendamment du niveau d'éducation et le type de profession). Ensuite, alors que la densité de population n'a dans l'ensemble pas d'influence sur l'émergence des conflits, on observe tout de même que dans les secteurs où la population est la plus dense, les conflits liés à des enjeux de transports ou des enjeux sociaux sont plus nombreux.

Mots-clés: conflits urbains, enjeux urbains, contextes urbains, analyse spatiale, aide à la décision territoriale

Abstract

Spatial Analysis of Urban Conflicts: Stakes and Contexts in the Quebec City Area

This paper investigates urban conflicts that took place in the Quebec City metropolitan area between 1990 and 2000. Analyses show that some population groups are more disposed than others to get involved in conflict activity. They also stress that there are specific built environments which are more prone than others to generating such activity. Statistical analysis of seven variables related to social and urban contexts shows that the frequency of conflicts is greater, on the one hand, in areas where small shop density is the highest and buildings are the oldest, and on the other, where the population has high levels of education and a flexible work schedule. Analyses considering what is at stake present similar results, except on two points. First, conflicts with environmental stakes do not appear to be linked to a particular level of education or a flexible work schedule. Thus even if population density shows statistical independence from all variables when the conflicts are considered as a whole, it appears specifically dependent with respect to conflicts involving transportation or social stakes.

Keywords: urban conflicts, urban stakes, urban contexts, spatial analysis, territorial decision processes

L'action territoriale rencontre de plus en plus d'oppositions. Les acronymes NIMBY (*Not In My Backyard*), LULU (*Locally Unwanted Land Uses*) ou CAVE (*Citizen Against Virtually Everything*) sont notamment apparus dans la littérature pour décrire ce phénomène (Popper, 1981; Freudenburg et Pastor, 1992). Les acteurs traditionnels de l'aménagement du territoire semblent ainsi se heurter à de grandes difficultés lorsqu'il s'agit de mettre en oeuvre, concrètement, leur planification et leur stratégie de développement. Conscients de ce problème, ils tentent d'adapter leurs pratiques: des séances d'information sont organisées, des affiches ou des dépliants sont imprimés, des sites Internet sont ouverts. Certains vont plus loin et permettent aux acteurs concernés par le projet de participer, plus ou moins directement, à sa conception.

Même si elle connaît aujourd'hui un regain d'intérêt, l'activité conflictuelle a commencé à mobiliser les chercheurs au tournant des années 1960, lorsque les sociétés postindustrielles virent déferler de nouvelles formes d'action collective, se matérialisant en une multitude de mouvements sociaux et d'activités de protestation. Ces chercheurs sont issus de différents horizons universitaires. Leurs motivations pour l'analyse des conflits urbains sont multiples. Au risque d'une simplification excessive, nous proposons de considérer deux courants de recherches principaux.

Le premier considère les conflits comme révélateurs d'une transformation sociale dans laquelle ils seraient à la fois cause et conséquence. L'analyse du changement social par l'étude des conflits et de leurs acteurs a été menée par plusieurs sociologues (Hamel, 1991, 2001a, 2001b; Touraine, 1993; Callon, Lascoumes et Barthe, 2001). Il en est, par exemple, ressorti la mise en évidence d'un lien étroit entre l'activité conflictuelle, tout particulièrement celle portant sur les milieux de vie, et la grande perturbation des valeurs sociales qui a traversé les sociétés postindustrielles entre 1960 et 1990 (Fukuyama, 1999), sous l'impulsion, notamment, des nouveaux mouvements sociaux. Dans ce même courant, d'autres chercheurs se sont, en revanche, concentrés sur l'activité conflictuelle en tant que processus spatial (Janelle et Millward, 1976; Janelle, 1977; Ley et Mercer, 1980; Fincher, 1987; Villeneuve et Côté, 1994; Villeneuve et Séguin, 2001; Trudelle *et al.*, 2005). Ces recherches ont clairement démontré que les conflits n'apparaissent pas au hasard sur le territoire, mais qu'ils sont intimement liés à la structuration des sociétés locales et de leur rapport à l'espace. Ici, la définition de la notion de conflit est spécifique tout en ayant une portée plus étendue qu'au sein du premier courant. Elle est plus étroite, et plus susceptible de mener à des analyses statistiques, dans l'exacte mesure où le conflit est vu comme un événement circonscrit dans le temps et l'espace (même s'il fait le plus souvent partie d'un faisceau de conflits), qui mobilise des protagonistes menant des actions autour d'enjeux. Elle est plus large, car elle déborde la notion de mouvements sociaux pour inclure des acteurs dont la variété n'est limitée que par le degré de complexité des sociétés contemporaines (Trudelle, 2003).

Le second grand axe de recherches portant sur les conflits vise essentiellement à proposer, en dernière instance, des modes de gestion ou de résolution. Il s'enracine notamment dans les champs disciplinaires de l'aménagement du territoire, des processus participatifs et de l'aide à la décision territoriale. Les conflits sont ici considérés comme le résultat d'une nouvelle complexité dans l'action territoriale. En effet, la diversité des acteurs et des enjeux liés à toute action territoriale

augmente, particulièrement sous l'effet des politiques de développement durable. Les conflits sont ainsi plus fréquents, les solutions plus difficiles à concevoir, les consensus plus difficiles à trouver. Parmi les approches proposées pour faire face à ces situations, mentionnons celles qui tendent à une pratique plus démocratique de l'aménagement du territoire, tel que l'*advocacy planning* (Davidoff, 1965) ou les méthodes dites de *consensus building* (Forester, 1989) qui sont aujourd'hui généralement valorisées. Parallèlement, mais sur un plan plus technique, le courant de recherches qui se réunit sous l'acronyme anglophone PPGIS (*Public Participative Geographical Information Systems*) propose des outils géomatiques pour accompagner les processus participatifs en aménagement du territoire (Craig *et al.*, 2002).

L'article présenté ici s'inscrit dans une recherche plus vaste qui se situe dans ce deuxième axe, puisque la motivation finale de cette recherche est de contribuer à la transformation des pratiques de l'action territoriale (notons toutefois que cet aspect ne sera pas abordé ici). Cependant, l'originalité de cette recherche se situe aussi dans le pont qu'elle tente de construire entre celles visant à comprendre les conflits et celles cherchant plutôt à les résoudre.

LES CONFLITS SOUS L'ANGLE DES PROCESSUS SPATIAUX

L'analyse des conflits provoqués par l'action collective a permis d'enrichir notre connaissance des processus de transformation du milieu urbain (Cox et Johnston, 1983) et de démontrer que les conflits n'apparaissent pas au hasard sur le territoire, mais que, en fonction de leur objet, ils sont plutôt susceptibles de se manifester dans certaines zones de la ville.

Janelle et Millward (1976) voient les conflits comme l'expression du changement qui se produit, d'une part, dans la structure de la ville et, d'autre part, dans la population. Ainsi, plusieurs recherches ont tenté d'identifier les caractéristiques du cadre bâti et du contexte social qui influencent l'émergence de conflits. Newling (1966) suggérait de porter une attention particulière à la densité de la population, Alonso (1964), à la valeur des terrains, et Berry (1971), à l'âge des infrastructures existantes ainsi qu'à la structure des familles, comme le suggéraient les modèles d'écologie urbaine. Ley et Mercer (1980) ont montré qu'à Vancouver, entre 1973 et 1975, les conflits apparaissaient le plus souvent dans les quartiers où les gens étaient majoritairement locataires, où la proportion d'appartements était la plus forte et le temps de résidence des locataires, le plus court (Ley et Mercer, 1980: 101). À l'opposé, d'autres études montrent que l'activité conflictuelle est plus intense dans les quartiers où la population est plus enracinée et l'identité plus forte (Lecourt et Baudelle, 2004). Qu'en est-il à Québec?

Au-delà de la mise en évidence des relations liant les conflits et certains attributs des lieux où ils se produisent, Janelle et Millward (1976) font l'hypothèse d'une structure spatiale de la distribution et de l'intensité des conflits qui ne résulterait en aucun cas du hasard. Cependant, déceler cette structure spatiale de l'activité conflictuelle est un défi important puisque cela «exige une articulation délicate entre l'analyse géographique et sociopolitique» (Villeneuve et Côté, 1994: 397), ce qui, en soi, constitue le problème conceptuel central de disciplines telles que la géographie humaine, l'aménagement et la planification urbaine (Harvey, 1970). Autrement dit,

afin de découvrir la structure spatiale de l'activité conflictuelle, il est nécessaire d'aborder les liens existant entre une forme spatiale, la macroforme urbaine, et des processus sociopolitiques, les conflits urbains (Harvey, 1970; Bourne, 1976).

Or, bien que la recherche sur les conflits urbains ait été conceptualisée largement et ce, aussi bien en géographie humaine qu'en sciences sociales, le cadre de travail empirique sur cet objet d'étude a été conçu beaucoup plus étroitement: chacun des conflits, ses enjeux, ses protagonistes et son contexte environnemental étant analysés individuellement (Janelle, 1977). Dear (1977) considère que cette analyse des conflits, souvent trop ponctuelle et procédant au cas par cas, aurait empêché de voir les impacts systémiques que produisent les décisions spécifiques prises quant à l'utilisation des sols en milieu urbain. Elle n'aurait non plus jamais permis de procéder à une caractérisation rigoureuse du patron géographique des conflits dans les régions urbaines (Janelle, 1977: 311).

L'étude présentée ici s'inscrit dans la continuité des recherches portant sur la structure spatiale des activités conflictuelles. Toutefois, elle bénéficie d'outils et de données particulièrement riches qui permettent de porter un éclairage nouveau sur la structure spatiale de l'activité conflictuelle. Tout d'abord, elle s'appuie sur une base de données décrivant plus de 2000 conflits ayant eu lieu dans la région de Québec. Cette source d'information relativement unique sur l'activité conflictuelle d'une région est ensuite croisée avec des variables spatiales permettant l'application de procédures d'analyse fines et indépendantes des découpages statistiques traditionnels du territoire. Ce cadre de recherche permet ainsi d'avancer et de tester de véritables hypothèses empiriques, réfutables au sens de Popper (1973), au sujet de la distribution spatiale des conflits urbains analysés.

OBJECTIF ET HYPOTHÈSES

La relation entre le conflit et son lieu est double. D'une part, le conflit crée le lieu dans la mesure où il constitue un moment fort dans les rapports qui se nouent, entre acteurs urbains, autour de projets de transformation du milieu. L'activité conflictuelle, lorsqu'elle se déroule selon des règles acceptées, peut devenir un puissant vecteur de cohésion sociale (Saint-Martin, 2000) et contribuer à l'émergence ou au renforcement d'une identité locale (Wester-Herber, 2004). D'autre part, le lieu crée le conflit, puisque le contexte spatial (la population, le cadre urbain ou naturel) peut être plus ou moins favorable ou compatible avec le projet.

Dans cette relation à double sens, notre étude se concentre sur la seconde: «le lieu crée le conflit». Elle vérifie tout d'abord l'hypothèse suivante: la répartition géographique de l'activité conflictuelle dans la région de Québec n'est pas aléatoire, mais plutôt dépendante de certaines caractéristiques du contexte social (relatives aux personnes) et environnemental (naturel et construit). Dans un deuxième temps, elle tente d'observer l'influence des enjeux mobilisés dans le conflit sur la relation entre l'émergence du conflit et son contexte. Les conflits qui véhiculent des enjeux sociaux sont-ils par exemple plus fréquents dans les secteurs où la population dispose de revenus plus faibles?

Il est important de préciser que ces résultats constituent le premier jalon d'un projet de recherche plus vaste qui porte sur l'analyse de l'activité conflictuelle de la région de Québec et qui souhaite contribuer à une meilleure compréhension du lien qui se tisse entre le contexte de l'action territoriale projetée, l'émergence de conflits et le type de conflits. Ce projet de recherche s'inscrit, comme mentionné, dans une perspective d'aide à la décision territoriale, qui suppose que certains projets, dans certains contextes, conduisent à certains types de conflits.

LE TERRITOIRE ET LA PÉRIODE À L'ÉTUDE

La zone d'étude comprend les villes suivantes de l'agglomération de Québec, avant la fusion de 2001: Québec, Beauport, Charlesbourg, Sillery, Sainte-Foy, Cap-Rouge, Ancienne-Lorette, Vanier et Loretteville (figure 1). Ce choix est dicté par la densité des conflits puisque, au-delà de ces villes, les événements conflictuels sont nettement moins nombreux et moins intenses. Par ailleurs, il semble plus opportun de se limiter au territoire urbain (ou périurbain), car les dynamiques sociales liées à l'activité conflictuelle en milieu rural sont certainement très différentes.

La période temporelle couverte par cette étude s'étale de 1990 à 2000 inclusivement. Elle correspond à la période d'exercice du pouvoir par le Rassemblement populaire de Québec (RPQ). De fait, c'est en novembre 1989 que le RPQ accède au pouvoir. Ce parti municipal, qui a vu le jour en 1977 après dix ans d'intenses luttes urbaines, est une véritable émanation des groupes populaires (Villeneuve, 1982). Dès le début, le RPQ fait de la «démocratie locale» la pierre angulaire de son projet de ville, la mise sur pied de conseils de quartier étant le pivot de son programme. L'administration municipale issue du RPQ consulte fréquemment la population au sujet du développement urbain et montre une forte volonté de préservation du patrimoine bâti, ce qui n'avait pas été le cas avant 1977, et très peu entre 1977 et 1989.

Puisque le Rassemblement populaire de Québec est au pouvoir durant toute la décennie, les conflits s'étant produits durant cette période baignent dans le même contexte politique municipal. Celui-ci est caractérisé par d'assez fortes tensions entre la ville centrale, administrée par un parti interventionniste, et les villes environnantes, dont la principale orientation politique est décrite comme étant un «populisme fiscal», où la réduction des taxes locales occupe une place centrale (Belley, 2003). En fait, une «géographie des rapports de force» (Hulbert, 1994) s'est établie entre les multiples municipalités (aujourd'hui arrondissements de la nouvelle ville) de la région pendant la période étudiée. Chaque municipalité adoptait une stratégie d'action et tentait de se définir une vocation propre en fonction de ses atouts, de son site et de sa situation, ce qui a créé une situation géopolitique régionale particulièrement tendue (Hulbert, 1994). Ces rapports de force ont beaucoup influencé l'aménagement de l'agglomération québécoise et produit de nombreux conflits intermunicipaux qui ont, en quelque sorte, donné le ton et engendré une dynamique sociopolitique où la controverse sur les questions d'aménagement est courante, alors que l'homogénéité culturelle fait en sorte qu'il y a peu de conflits ethniques (Trudelle, 2005).

Figure 1 Territoire à l'étude



Source: CRAD (2004)

LES DONNÉES

Puisque l'analyse statistique vise l'étude de la relation entre le conflit et son lieu, cette rubrique aborde successivement les données utilisées pour décrire les conflits, puis le contexte. Elle se termine par une discussion sur les relations de dépendances observées entre les variables contextuelles.

L'ACTIVITÉ CONFLICTUELLE

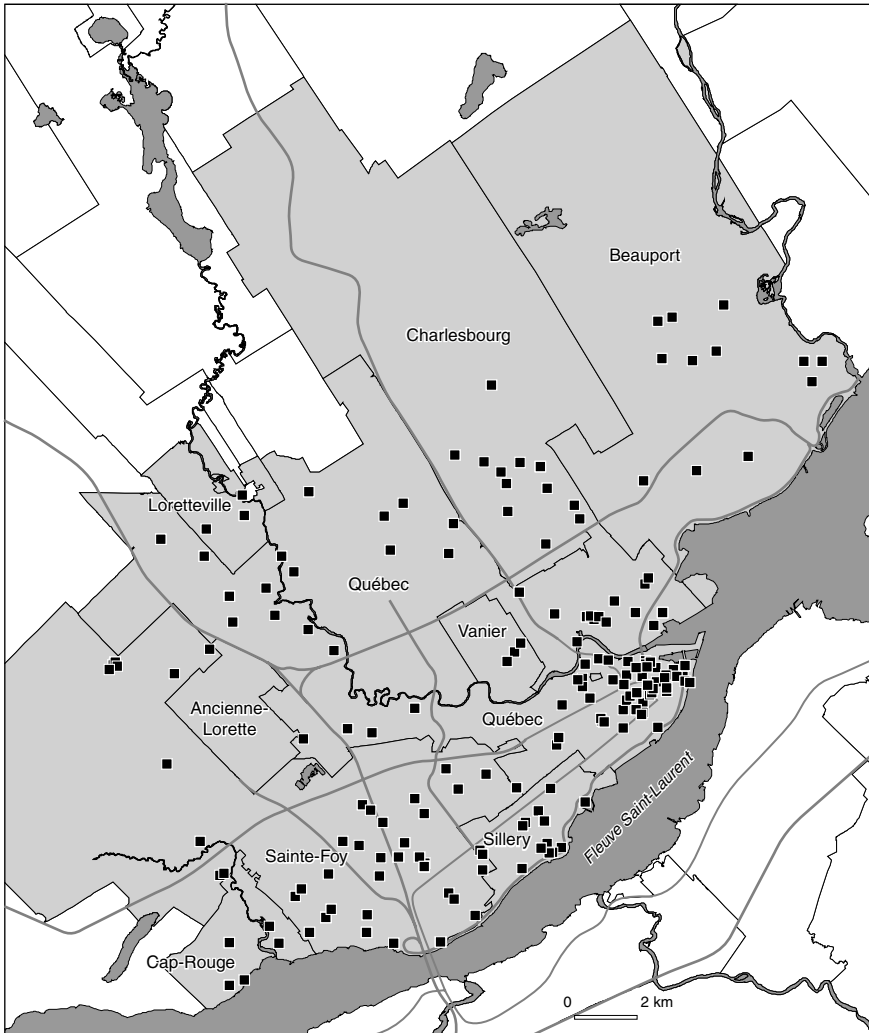
Nous définissons un conflit comme étant un événement circonscrit dans l'espace et dans le temps (il a un début et une fin), impliquant des protagonistes (acteurs) qui formulent des propositions ou y font objection. Un protagoniste tient ainsi une position, étaye son point de vue, véhicule des enjeux et pose des gestes concrets (actions). Afin d'illustrer cette notion, voici résumés quelques exemples de conflits qui ont eu lieu dans la région durant la période à l'étude:

- (1) La fermeture de l'école primaire Sainte-Odile (1978-1979): compte tenu d'une forte baisse de clientèle, la Commission scolaire des écoles catholiques de Québec désire fermer l'école Sainte-Odile, ce qui soulève l'ire des parents qui entreprendront de nombreuses démarches pour contrer cette fermeture planifiée.
- (2) La revitalisation de l'espace Saint-Roch (1989-2000): ce lieu est objet de controverse depuis les années 1970. Pendant la période étudiée ici, la Ville de Québec et des groupes de citoyens proposent des réaménagements qui sont chaudement débattus.
- (3) L'implantation du terminal de croisière à la Pointe-à-Carcy (1999-2000): la réalisation d'un terminal qui permettrait l'accostage de bateaux de croisière dans le Vieux-Port crée des remous dans la population dont une bonne partie s'oppose fermement au projet. Les relations entre l'administration portuaire et les détracteurs du projet, qui multiplient les démarches contre sa réalisation, sont houleuses.

Les informations portant sur l'activité conflictuelle proviennent d'une base de données relationnelle qui a été créée et réalisée au sein du Centre de recherche en aménagement et développement (CRAD) de l'Université Laval (Trudelle *et al.*, 2004). La première étape de la constitution de cette base a été la recension des conflits dans *Le Soleil*, un quotidien régional. C'est ainsi que tous les articles relatant les conflits qui se sont déroulés dans la région de Québec entre 1990 et 2000 ont été collectionnés. Les articles sont analysés et des variables décrivant les conflits en sont tirées. Les divers types de protagonistes impliqués, les enjeux véhiculés et les actions entreprises sont parmi les nombreuses variables qui ont été colligées dans le modèle relationnel de données. Ce sont ainsi 182 conflits localisés en 171 lieux conflictuels qui ont été dénombrés sur le territoire pour la période d'étude (figure 2).

L'utilisation d'un quotidien comme source de données a, bien sûr, des avantages et des inconvénients. Parmi les avantages, notons la fine granularité temporelle de la source qui permet de suivre quotidiennement l'activité étudiée. Notons aussi le fait que cette source, lue quotidiennement par les acteurs concernés, devient, en quelque sorte, un accumulateur collectif de connaissances tout autant factuelles que stratégiques. Pour leur part, les inconvénients relèvent surtout des nombreux biais associés au processus journalistique. Trudelle (2005: 26-42) procède à une analyse détaillée de ceux-ci, qui peuvent être réduits, quoique bien imparfaitement, à l'aide d'un croisement de sources. Son analyse démontre cependant que si elle est utilisée avec les réserves et la prudence nécessaires, elle constitue une source d'information fonctionnelle et fiable sur l'activité conflictuelle.

Figure 2 Lieux conflictuels



Source: Trudelle et al. (2004)

Aux fins de cette étude, seule la variable portant sur les enjeux véhiculés dans les conflits a été considérée. Ces enjeux sont ventilés en cinq grandes catégories définies par Trudelle (2000): sociaux, économiques, environnementaux, liés aux transports et urbanistiques (tableau 1). Afin d'inférer le moins possible au sujet des enjeux véhiculés, seuls les enjeux explicitement cités dans l'article ont été considérés.

Puisqu'un conflit est souvent lié à plusieurs enjeux, pour l'ensemble des articles couvrant les 182 conflits recensés, les six grands enjeux apparaissent 422 fois dans le discours des protagonistes. Il faut noter qu'une seule mention de chaque enjeu par conflit est retenue. Par exemple, si, pour un conflit donné, les protagonistes mentionnent les enjeux *santé* et *sécurité* plusieurs fois, la catégorie d'enjeux *sociaux* n'est néanmoins notée qu'une seule fois.

Tableau 1 Les enjeux et leurs grandes catégories

Catégories	Enjeux
Sociaux (N: 166)	Santé Sécurité Qualité de vie Délinquance juvénile Décrochage scolaire Protection de biens, espaces et services publics ou privés Protection des libertés individuelles Protection de la moralité ou des bonnes mœurs
Économiques (N: 114)	Coûts élevés (du projet) Dévaluation des propriétés Augmentation des revenus personnels ou municipaux Perte ou baisse des revenus personnels ou municipaux Développement économique, relance d'un quartier, d'un secteur Réalisation d'économies
Environnementaux (N: 31)	Protection de l'environnement Protection du patrimoine
Liés aux transports (N: 18)	Circulation Stationnement
Urbanistiques (N: 93)	Aménagement, réaménagement, développement partiel ou complet Déstructuration, déperissement, d'un quartier ou secteur Respect des règlements municipaux ou gouvernementaux

Source: Trudelle (2000)

LES VARIABLES CONTEXTUELLES

Afin d'étudier l'influence du cadre urbain, trois variables sont retenues, soit: (1) la densité de la population; (2) la densité de commerces de quartier (annexe 1); et (3) l'âge du milieu bâti.

En ce qui concerne les caractéristiques socio-économiques de la population, les trois variables choisies sont: (4) le revenu moyen des ménages; (5) le niveau d'éducation; et (6) le niveau de disponibilité, ce dernier s'exprimant par l'entremise de deux variables : (6a) le type de profession des personnes recensées; et (6b) le type de milieu familial.

Les données permettant d'évaluer ces variables proviennent du recensement canadien de 1996 et du fichier ZipCom pour ce qui est des commerces. Elles sont désagrégées à la plus petite unité spatiale, soit celle du secteur de dénombrement. On compte en moyenne environ 700 individus par secteur de dénombrement. Les secteurs les moins peuplés recensent une cinquantaine d'individus, tandis que les plus peuplés peuvent compter jusqu'à 1800 personnes environ. Les variables contextuelles sont mesurées pour 1996 uniquement, alors que les conflits sont relevés

sur 10 ans, de 1990 à 2000. Pour que l'évaluation des liens entre les variables contextuelles et les conflits soit bien fondée, il faut que l'activité conflictuelle, pendant les dix années, soit homogène. L'exercice du pouvoir à Québec par la même formation politique pendant cette période constitue un premier facteur d'homogénéité. De plus, Trudelle (2005: 224-229) a confectionné des graphiques d'évolution, entre 1965 et 2000, des caractéristiques des conflits (types de protagonistes, d'enjeux et d'actions). Ces graphiques montrent une nette horizontalité des tendances entre 1990 et 2000, malgré des fluctuations marquées d'une année à l'autre.

Densité de la population

On peut supposer que l'activité conflictuelle est plus intense dans les secteurs les plus densément peuplés. En effet, comme le notent Lecourt et Baudelle (2004: 3): «des géographes pensent à nouveau établir un lien entre la densité urbaine et l'intensité, la fiabilité et la stabilité des contacts sociaux (Lévy, 1999)». Or, toujours selon les mêmes auteurs (Lecourt et Baudelle, 2004: 11): «une forte identité favoriserait l'émergence d'une conflictualité [...] et en retour, celle-ci renforcerait le mouvement identitaire».

Densité de commerces de quartier

Même s'il s'agit a priori d'une variable liée au cadre urbain, nous supposons que la densité de commerces de quartier est un bon indicateur du degré de sociabilité locale. Nous émettons l'hypothèse que les quartiers où la densité de commerces est plus élevée présentent une vie de quartier plus intense, favorisant une identité locale plus forte (Morin et Rochefort, 2003; Péron, 2000). Les conflits pourraient donc y être plus fréquents. Cette variable a été générée à partir du *Guide Zipcom* des entreprises du Québec. La version générique du *Guide Zipcom* a subi des traitements informatiques afin de générer une version géospatialisée du *Guide*.

Âge du milieu bâti

La variable sur l'âge du milieu bâti nous permet d'observer si les conflits sont plus fréquents dans les quartiers récents ou anciens. Nous supposons que les quartiers anciens, voire historiques, sont plus souvent l'objet de conflits parce que le patrimoine y est plus valorisé (Lecourt et Baudelle, 2004). L'âge du milieu bâti est évalué en fonction de proportion d'édifices construits avant 1960. Plus cette proportion est grande, plus le quartier est ancien.

Niveau de revenu (revenu moyen des ménages)

Nous supposons qu'il est plus facile pour des personnes ayant accès à certaines ressources économiques de prendre part à un conflit territorial. Les dépenses peuvent être de plusieurs ordres, allant de frais administratifs relativement mineurs à la mise en place de campagnes publicitaires ou encore, à l'engagement d'avocats. De plus, en dehors des coûts liés à la démarche conflictuelle, une personne en difficulté économique sera peut-être peu disposée à investir du temps ou de l'argent dans une activité aux retombées incertaines.

Niveau d'éducation (pourcentage de la population avec un diplôme post-secondaire)

Les démarches induites par un conflit territorial sollicitent beaucoup de ressources cognitives. Ainsi, le niveau d'éducation est mis en relation avec la capacité d'obtenir, comprendre et utiliser de l'information pour défendre un point de vue. Les personnes disposant d'un niveau d'éducation élevé pourraient se sentir ainsi plus à l'aise (mieux armées) pour s'engager dans un processus conflictuel. Le niveau d'éducation d'un secteur est mesuré par le pourcentage de gens ayant un diplôme post-secondaire.

Niveau de disponibilité

Ce facteur concerne la disponibilité dans l'emploi du temps. Il intègre deux variables, la disponibilité liée aux responsabilités vis-à-vis du ménage et celle liée à la profession. Concernant cette dernière, on peut relever que *le type de profession est une variable commune des analyses conflictuelles*. Toutefois, l'hypothèse porte en général sur une association entre le niveau d'éducation et le type de profession (Lecourt et Baudelle, 2004). Or, puisque nous disposions directement d'une information sur le niveau d'éducation, il nous a semblé plus intéressant de considérer le type de profession sous l'angle de la disponibilité temporelle qui en découle.

Horaires professionnels

Nous supposons ainsi que les personnes ayant une profession avec un horaire flexible ou variable pourront plus facilement s'associer aux démarches liées à un conflit territorial. Il est notamment plus facile pour elles d'interagir avec les services de l'administration. Le niveau de disponibilité selon la profession des personnes recensées est évalué par la proportion de salariés ayant un horaire de travail souple et non fixe.

Type de milieu familial

Parallèlement, les personnes devant assumer une responsabilité familiale importante ont probablement plus de difficultés à participer à dans une activité conflictuelle. Le niveau de disponibilité selon le type de milieu familial est mesuré par le pourcentage de familles monoparentales matricentriques.

RELATIONS ENTRE LES VARIABLES CONTEXTUELLES

Les variables considérées sont utilisées pour explorer la relation entre le contexte et l'émergence de conflits. Or les caractéristiques du contexte urbain et social elles-mêmes ne se répartissent pas au hasard sur le territoire. Les formes urbaines, tout comme les populations, expriment souvent des homogénéités locales qui, statistiquement, se traduisent par des interdépendances. Si elles sont trop fortes, ces interdépendances peuvent poser problème dans notre étude. En fait, il se pourrait, par exemple, que deux variables soient totalement déterminées par un même phénomène. En outre, et hormis le cas d'interdépendance trop forte, une compréhension générale des liens qui s'observent entre les variables considérées dans cette étude est nécessaire dans l'interprétation des résultats.

Un test d'indépendance entre les variables contextuelles a montré que la plupart des variables sont liées entre elles, à l'exception des couples de variables: *densité de commerces* et *proportion de familles monoparentales*, *densité de commerces* et *niveau de scolarité*, *proportion de familles monoparentales* et *proportion d'heures professionnels flexibles*, ainsi que *niveau de revenu* et *proportion d'heures flexibles*, dont la relation est apparue comme statistiquement indépendante, mais non significative. Cependant, si ces relations ne sont pas nulles, elles restent relativement faibles (tableau 2). Le calcul des coefficients de corrélation montre que la relation la plus forte s'observe entre le *niveau de scolarité* et le *niveau de revenu* (0,60).

Tableau 2 Coefficients de corrélation entre les variables contextuelles

	Âge des bâtiments					
Densité de commerce	0,47		Densité de commerce			
Densité de population	0,19	0,31	Densité de population			
Famille monoparentale	0,24	0,08	0,23	Famille monoparentale		
Niveau de scolarité	-0,10	0,02	-0,11	-0,31	Niveau de scolarité	
Niveau de revenu	-0,34	0,29	-0,35	-0,49	0,60	Niveau de revenu
Horaire professionnel	-0,34	0,31	-0,16	0,03	-0,42	-0,06

Les valeurs en grisé expriment une corrélation significative à plus ou moins 0,05

Source des données: Statistique Canada

Ces relations, indiscutables mais faiblement déterminées, correspondent à ce que nous attendions en regard des nombreuses études dites d'écologie factorielle qui ont été menées sur les villes nord-américaines (Cadwallader, 1996: 123-152). D'une part, la majorité des indices de corrélation sont significatifs sur le plan statistique. Ceci traduit bien la notion qu'il existe une organisation urbaine dont le degré de structuration est mesurable. D'autre part, lorsque mesurés à l'échelle fine des secteurs de dénombrement, la plupart de ces indices ne sont pas fortement liés entre eux. Ceci montre bien que chaque variable capte un aspect spécifique de l'organisation urbaine. Il est dès lors indiqué d'explorer l'effet possible de chacune d'elles sur la répartition spatiale de l'activité conflictuelle.

MÉTHODE D'ANALYSE

La méthodologie suivie comprend deux étapes. La première étape utilise une procédure d'interpolation pour caractériser spatialement chacune des sept variables. Ensuite, afin de vérifier s'il existe une relation statistique entre la configuration territoriale des variables contextuelles et la distribution spatiale des conflits, les variables contextuelles sont classifiées pour réaliser des tableaux de contingence permettant l'application de tests d'indépendance par la méthode du chi-carré.

ANALYSE SPATIALE

Le secteur de dénombrement est l'échelle spatiale la plus fine des données provenant du recensement canadien. Or cette représentation du territoire en zones traduit relativement mal l'organisation urbaine. Afin d'y remédier, nous avons choisi d'utiliser une technique d'interpolation permettant de produire une représentation spatialement continue.

Cette méthode d'interpolation utilise une autre source d'information: les enquêtes origine-destination (OD) (Thériault *et al.*, 1996), dont l'échelle spatiale est plus fine encore (le code postal). L'enquête OD utilisée date de 1996 et couvre environ 10% de la population dans chaque secteur. Cet échantillonnage est suffisant pour représenter la distribution spatiale de la population à l'intérieur des secteurs. Il a ainsi été possible d'identifier le centre de gravité de la population de chaque secteur de dénombrement. Les données fournies par le recensement canadien sont ainsi positionnées sur le centre de gravité de la population de chaque secteur.

Ensuite, les valeurs entre chacun des centres de gravité sont interpolées sur une grille régulière de 10 mètres, en utilisant la méthode Natural Neighbour (Sibson, 1981) disponible dans le module *Vertical mapper*© qui s'insère dans *MapInfo*©. Cette manière de procéder permet d'obtenir un continuum de valeurs qui représente mieux, selon nous, la distribution spatiale des sept variables considérées. À titre d'exemple, la figure 3 présente l'interpolation des valeurs associées à la variable *Proportion des salariés ayant un horaire de travail flexible ou variable*. La superposition des lieux de conflits sur la carte de la distribution des salariés ayant un horaire de travail flexible suggère quelques interprétations. Toutefois, sa lecture ne permet pas de prendre position sur l'existence ou non d'une relation entre l'émergence du conflit et la variable contextuelle considérée. Le recours à un test statistique tel que le chi-carré aide alors à répondre à cette question.

TABLEAUX DE CONTINGENCE

Pour étudier l'influence de chaque variable contextuelle sur l'émergence des conflits, les variables sont subdivisées en trois classes: *inférieure à la moyenne régionale*, *égale à la moyenne régionale* et *supérieure à la moyenne régionale*. Comme les secteurs de dénombrement ont une population variable, la moyenne régionale est calculée en pondérant les valeurs de chaque secteur par la population présente (équation 1).

$$M_r = \frac{\sum_{i=1} v_i * p_i}{PopTot} \quad (\text{équation 1})$$

M_r est la moyenne régionale,

v_i la valeur de la variable au secteur i ,

p_i la population au secteur i

$PopTot$ la population totale pour la région d'étude.

L'activité conflictuelle étant de nature sociale, il serait attendu que la répartition spatiale des conflits, dans les trois classes ainsi formées, soit semblable à la répartition spatiale de la population (dans les mêmes classes). Dans le cas contraire, et si la différence est statistiquement significative, il apparaît que la répartition spatiale de la variable étudiée et la répartition spatiale des conflits ne sont pas indépendantes.

Le tableau de contingence informe donc sur le nombre de résidents et le nombre de conflits appartenant à chacune des trois classes (tableau 2). Les bornes inférieure et supérieure de la classe *égale à la moyenne régionale* sont définies de la même manière pour toutes les variables: elle doit comprendre environ 20% de la population, réparties symétriquement autour de la moyenne régionale. Le test du chi-carré nous permet alors de vérifier si la répartition de la population (dans les trois classes de la variable) et la répartition des conflits sont significativement différentes. Dans l'affirmative, il apparaît que la répartition des conflits est effectivement influencée par la variable contextuelle.

RÉSULTATS

Les résultats des analyses sont présentés en deux temps. D'abord, les hypothèses sur la relation entre l'activité conflictuelle et les variables contextuelles sont testées. Ensuite, nous explorons l'effet, sur cette relation, des catégories d'enjeux véhiculés dans les conflits.

ÉMERGENCE DES CONFLITS ET VARIABLES CONTEXTUELLES

Cette section traite de la relation, pour un lieu donné, entre la présence de conflits et les caractéristiques retenues du lieu. Si la valeur du chi-carré dépasse le seuil significatif, les deux distributions sont significativement différentes, ce qui démontre une relation entre le phénomène exprimé par la variable étudiée et l'émergence de conflits.

Le tableau 3 montre, pour chaque variable, les différences de répartition entre la population et les conflits, ainsi que le calcul du chi-carré évaluant l'indépendance de ces deux distributions.

Tableau 3 Résultats du test d'indépendance entre les lieux de conflits et les variables contextuelles considérées

Variable	Occurrence	Valeurs observées			Valeurs espérées			Différence			Chi-carré
		I	É	S	I	É	S	I	É	S	
Densité de la population	Nombre de Conflits	89	32	50							2,56
	Population	218 818	81 857	95 160	95	35	41	-5,5	-3,4	8,9	
Densité de commerces de quartier	Nombre de Conflits	93	33	45							20,65*
	Population	262 118	76 905	56 812	113	33	25	-20,2	-0,2	20,4	
Âge du milieu bâti (âge d'édifices construits avant 1960)	Nombre de Conflits	60	41	70							14,76*
	Population	195 735	80 632	119 468	85	35	52	-24,5	6,2	18,4	
Type de milieu familial (% de famille monoparentales)	Nombre de Conflits	80	26	65							0,39
	Population	187 234	65 778	142 823	81	28	62	-0,9	-2,4	3,3	
Niveau d'éducation (% de gens ayant un diplôme post-secondaire)	Nombre de Conflits	40	41	90							20,12*
	Population	154 830	89 439	151 566	67	39	65	-26,9	2,4	24,5	
Horaires professionnels (% de salariés ayant un horaire de travail flexible)	Nombre de Conflits	48	28	95							25,73*
	Population	176 788	70 848	148 199	76	31	64	-28,4	-2,6	31,0	
Niveau de revenu (revenu moyen des ménages)	Nombre de Conflits	82	31	58							0,99
	Population	175 829	80 741	139 265	76	35	60	6,0	-3,9	-2,2	

Source: CRAD

I: Inférieure à la moyenne régionale
 É: Égale à la moyenne régionale
 S: Supérieure à la moyenne régionale

* Chi-carré de Pearson: < 0,01
 Nombre de conflits total: 171
 Population totale: 395 835

On constate tout d'abord que les différences entre les valeurs observées et les valeurs espérées ne sont pas statistiquement significatives pour trois variables: *densité de la population, pourcentages de familles monoparentales matricielles* et *revenus moyens des ménages* (tableau 3). Leur effet sur l'émergence des conflits semble donc négligeable. En revanche, un lien significatif apparaît entre le nombre de conflits et les quatre variables contextuelles suivantes: *densité de commerces de quartier, niveau de scolarité, flexibilité des horaires professionnels* et *âge du milieu bâti*. On observe aussi que, parmi les variables pour lesquelles une influence significative sur l'émergence des conflits, l'une est liée au contexte urbain (*âge du milieu bâti*) et trois sont liées au contexte social (*densité de commerces, scolarité* et *types de profession*).

L'analyse approfondie du tableau 3 (section *Différence*) indique que les conflits sont plus fréquents dans les secteurs où la population dispose d'un niveau d'éducation plus élevé et exerce une profession offrant une flexibilité dans les horaires (*type de profession*).

Nos résultats montrent aussi qu'il se produit davantage de conflits dans les secteurs les plus anciens et là où la densité de commerces est plus élevée. Rappelons que cette variable traduit selon nous une ambiance urbaine favorable à l'appropriation du cadre de vie et à l'ancrage d'une identité locale. Cette première analyse ne nous permet toutefois pas d'affirmer de manière définitive que cette ambiance urbaine contribue effectivement à l'émergence de conflits, notamment parce que la densité de commerces l'exprime incomplètement. Néanmoins, une piste de recherche semble s'ouvrir ici.

ÉMERGENCE DES CONFLITS SELON LEURS CATÉGORIES D'ENJEUX ET FACTEURS CONTEXTUELS

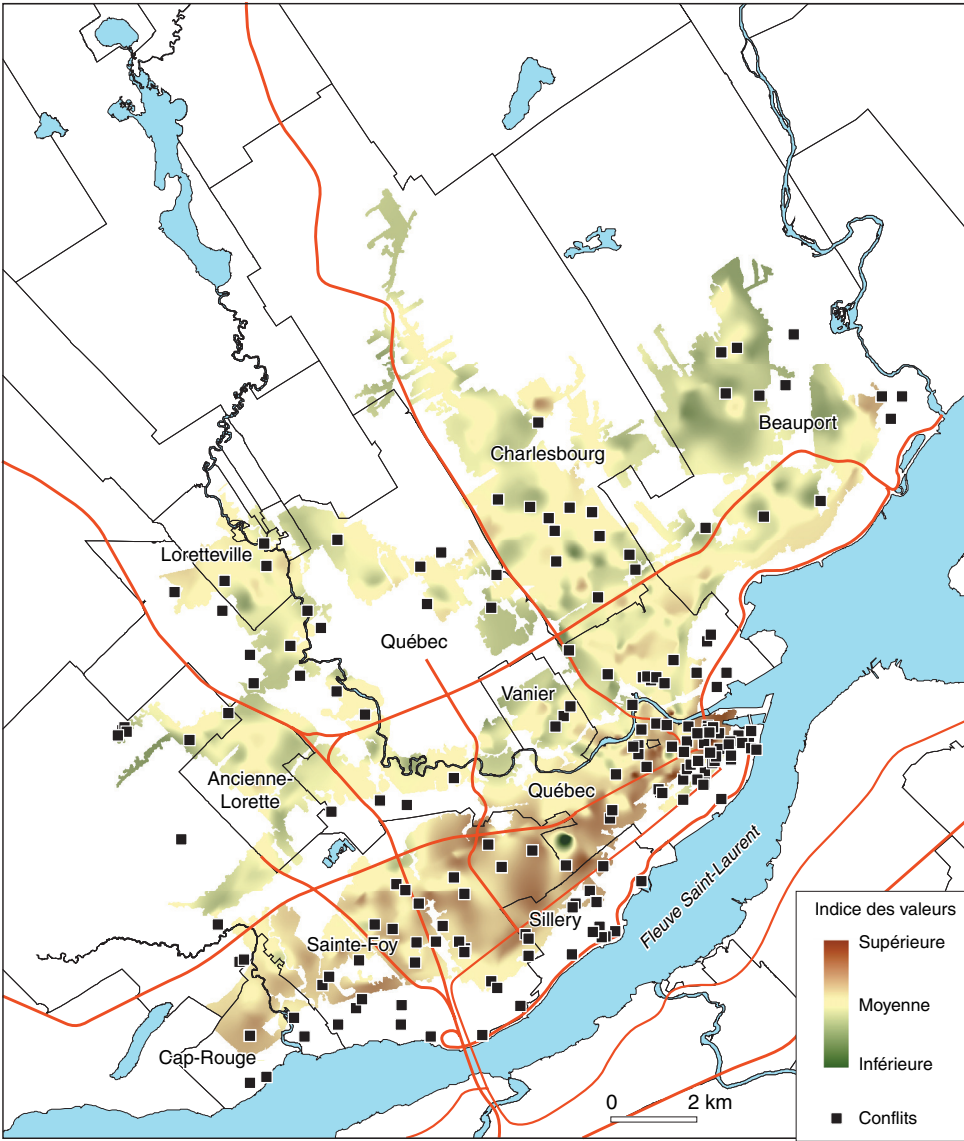
Le tableau 4 reprend la même démarche analytique que celle présentée ci-dessus (tableau 3), mais en considérant cette fois les catégories d'enjeux véhiculés dans les conflits. Cette seconde étape d'analyse permet de nuancer les constats avancés précédemment en observant si l'influence du contexte social ou urbain est différente selon le type de conflits. Rappelons que le nombre d'occurrences prises en compte est plus élevé que dans le tableau 3, parce que le même conflit apparaît plusieurs fois s'il est lié à plusieurs enjeux.

Si l'on met cette analyse en relation avec la précédente, qui ne considère pas les catégories d'enjeux, on constate que les résultats sont, de manière générale, similaires. Les influences de la *densité de commerces* et de *l'âge du milieu bâti* sur l'émergence des conflits sont confirmées, et ce quel que soit le type d'enjeux. Toujours en conformité avec les résultats précédents, l'indépendance entre l'émergence des conflits et les variables *familles monoparentales* ou *revenu des ménages* est répétée pour tous les types d'enjeux.

Par contre, on observe une influence de certains types d'enjeux pour les variables *densité de la population*, *niveau d'éducation* et *horaires professionnels* (tableau 4). En effet, alors que la *densité de population* était apparue comme une variable indépendante de l'émergence des conflits lorsque les conflits étaient considérés sans distinction (tableau 3), il apparaît maintenant que cette variable est significativement liée à l'émergence de conflits impliquant des enjeux environnementaux, urbanistiques et de transport. En ce qui concerne les variables *horaires professionnels* et *niveau d'éducation*, seul l'enjeu *environnement* présente un résultat différent de celui obtenu précédemment, puisque ces variables ne semblent exercer aucune influence sur l'émergence de conflits lorsque ces derniers sont liés à cet enjeu.

Les résultats obtenus par des analyses statistiques basées sur des tests d'indépendance (chi-carré) nous permettent de démontrer que la répartition des conflits n'est pas aléatoire dans la région de Québec entre 1990 et 2000. Des relations de dépendance significatives sont observées entre les lieux d'émergence de l'activité conflictuelle et certaines caractéristiques du milieu urbain (physique, social et économique).

Figure 3 Distribution des salariés ayant un horaire de travail flexible



Sources: Statistique Canada et CRAD (2005)

Tableau 4 Résultats des analyses considération faite des catégories d'enjeux

Variable	Occurrences	Valeurs observées			Valeurs espérées			Différence			Chi-carré	
		I	É	S	I	É	S	I	É	S		
Densité de la population	Transport	18	8	1	9	10	4	4	-2,0	-2,7	4,7	7,42**
	Économiques	114	58	24	32	63	24	27	-5,0	0,4	4,6	1,18
	Sociaux	166	84	33	49	92	34	40	-7,8	-1,3	9,1	2,78
	Environnementaux	31	14	4	13	17	6	7	-3,1	-2,4	5,5	5,61*
	Urbanistiques	93	49	12	42	51	19	22	-2,4	-7,2	9,6	6,99**
	Population	395 835	218 818	81 857	95 160							
Densité de commerces de quartier	Transport	18	9	1	8	12	3	3	-2,9	-2,5	5,4	13,85***
	Économiques	114	64	21	29	75	22	16	-11,5	-1,1	12,6	11,56***
	Sociaux	166	94	29	43	110	32	24	-15,9	-3,3	19,2	18,05***
	Environnementaux	31	12	8	11	21	6	4	-8,5	2,0	6,6	13,83***
	Urbanistiques	93	52	14	27	62	18	13	-9,6	-4,1	13,6	16,36***
	Nombre de secteur	395 835	262 118	76 905	56 812							
Âge du milieu bâti (% d'édifices construits avant 1960)	Transport	18	4	10	4	9	4	5	-4,9	6,3	-1,4	14,01***
	Économiques	114	43	28	43	56	23	34	-13,4	4,8	8,6	6,30**
	Sociaux	166	64	43	59	82	34	50	-18,1	9,2	8,9	8,05**
	Environnementaux	31	8	6	17	15	6	9	-7,3	-0,3	7,6	9,76***
	Urbanistiques	93	33	27	33	46	19	28	-13,0	8,1	4,9	7,96**
	Nombre de secteur	395 835	195 735	80 632	119 468							
Type de milieu familial (% de famille monoparentales)	Transport	18	8	5	5	9	3	6	0,5	2,0	-1,5	1,72
	Économiques	114	48	17	49	54	19	41	-5,9	-1,9	7,9	2,35
	Sociaux	166	69	27	70	79	28	60	9,5	-0,6	10,1	2,87
	Environnementaux	31	17	3	11	15	5	11	2,3	-2,2	-0,2	1,27
	Urbanistiques	93	48	14	34	45	16	35	2,6	-2,0	-0,6	0,40
	Nombre de secteur	395 835	187 234	65 778	142 823							
Niveau d'éducation (% de gens avec un diplôme post-secondaire)	Transport	18	2	3	13	7	4	7	-5,0	-1,1	6,1	9,30***
	Économiques	114	24	20	70	45	26	44	-20,6	-5,8	26,3	26,68***
	Sociaux	166	39	42	85	65	38	64	-25,9	4,5	21,4	18,11***
	Environnementaux	31	9	6	16	12	7	12	-3,1	-1,0	4,1	2,39
	Urbanistiques	93	19	18	56	36	21	36	-17,4	-3,0	20,4	20,40***
	Nombre de secteur	395 835	154 830	89 439	151 566							
Horaires professionnels (% de salariés ayant un horaire de travail flexible)	Transport	18	0	3	15	8	3	7	-8,0	-0,2	8,3	18,18***
	Économiques	114	30	18	66	51	20	43	-20,9	-2,4	23,3	21,60***
	Sociaux	166	45	27	94	74	30	62	-29,1	-2,7	31,8	28,00***
	Environnementaux	31	9	6	16	14	6	12	-4,8	0,5	5,4	3,40
	Urbanistiques	93	21	17	55	42	17	35	-29,5	0,4	20,2	21,85***
	Nombre de secteur	395 835	176 788	70 848	148 199							
Niveau de revenu (revenu moyen des ménages)	Transport	18	8	2	8	8	4	6	-0,0	-1,7	1,7	1,20
	Économiques	114	59	18	37	51	23	40	8,4	-5,3	-3,1	2,81
	Sociaux	166	80	31	55	74	34	58	6,3	-2,9	-3,4	0,97
	Environnementaux	31	17	3	11	14	6	11	3,2	-3,3	0,1	2,50
	Urbanistiques	93	43	13	37	41	19	33	1,7	-6,0	4,3	2,51
	Nombre de secteur	395 835	175 829	80 741	139 265							

Source: CRAD

I: Inférieure à la moyenne régionale

É: Égale à la moyenne régionale

S: Supérieure à la moyenne régionale

* Chi-carré de Pearson <0,10

** Chi-carré de Pearson <0,05

*** Chi-carré de Pearson <0,01

L'émergence des conflits est statistiquement influencée par :

- La *densité des commerces*. Il y a plus de conflits lorsque la densité des petits commerces (dits de quartier) est plus élevée.
- L'*âge du milieu bâti*. Il y a plus de conflits lorsque le tissu urbain est plus ancien (construit avant 1970).
- Le *niveau d'éducation*. Il y a plus de conflits lorsque la population est plus scolarisée.
- Les *horaires professionnels*. Il y a plus de conflits lorsqu'une grande part de la population dispose d'horaires de travail flexibles et variables.

Nos hypothèses sont par contre invalidées en ce qui concerne la *densité de population*, la *proportion de familles monoparentales* et le *revenu moyen des ménages*, puisqu'on observe une indépendance entre ces variables et l'activité conflictuelle.

Il semble intéressant de relever les résultats opposés obtenus entre le *niveau de revenu*, qui n'a pas d'influence sur les lieux de conflits, et le *niveau d'éducation* qui, lui, en a une. Les conflits émergeraient ainsi plus souvent dans les zones où la population est la plus scolarisée et ce, quel que soit son niveau de revenu. Nous supposons que ce résultat montre que l'engagement dans l'activité conflictuelle est plus influencé par les capacités cognitives (*niveau d'éducation*) que l'aisance financière des acteurs. Ceci évoque l'importance, aujourd'hui, de la notion de capital culturel développée par Bourdieu (1979).

L'analyse de ces mêmes relations en considérant le type d'enjeux véhiculés dans chacun des conflits a produit des résultats généralement semblables. Il est donc difficile de prendre position sur l'hypothèse postulant que les conflits, selon leurs enjeux, se répartissent différemment sur le territoire. Toutefois, quelques résultats particuliers permettent de croire que cette piste mérite d'être prolongée. Tout d'abord, les conflits liés à des enjeux environnementaux se distinguent pour plusieurs variables (*horaires professionnels*, *niveau d'éducation* et *densité de population*). Ensuite, alors que la «densité de population» ne semble avoir aucune influence sur la répartition des conflits dans leur ensemble, elle semble être spécifiquement liée aux conflits où des enjeux économiques, de transports ou environnementaux sont mobilisés.

Ces résultats nuancés nous invitent à poser une nouvelle hypothèse: le territoire comprendrait, d'une part, des lieux où la population présente une forme de dynamisme et d'engagement pouvant porter sur des conflits liés à des enjeux très divers; et, d'autre part, des lieux dont le cadre urbain présente des particularités potentiellement conflictuelles (notamment liées à des enjeux environnementaux) où les caractéristiques de la population auraient moins d'influence sur l'émergence des conflits.

Nous souhaitons ainsi explorer cette hypothèse dans la suite de nos travaux. Par ailleurs, afin d'approfondir l'approche suivie, d'autres variables contextuelles seront introduites. Parmi celles-ci, il semblerait intéressant de considérer l'existence de cultures de conflits. Autrement dit, dans certains contextes, les acteurs développent par des expériences antérieures une forme de savoir-faire (maîtrise des procédures, réseau d'acteurs influents, etc.). Cette culture du conflit pourrait s'exprimer par une certaine proximité, spatiale notamment, entre les conflits. Par ailleurs, nous souhaitons aussi améliorer la prise en compte de l'identité locale et du sentiment d'appartenance à un lieu. Dans ce but, il s'agirait d'intégrer les durées de résidence, la densité d'organismes communautaires ou, encore, de lieux de rencontre tels que les cafés.

Parallèlement, une recherche visant à valider ou à adapter ce modèle nécessite un affinement de la typologie des conflits. Dans cet objectif, il semblerait pertinent d'introduire des variables caractérisant l'envergure du conflit, de ses conséquences et du cercle d'acteurs concernés, en se référant à des échelles spatiales (locale, quartier, agglomération). Il serait aussi sûrement intéressant de considérer le type

de procédures (médiatiques ou juridiques, par exemple), la durée des procédures et le niveau de la couverture médiatique.

Ces quelques propositions visant à approfondir ou à renforcer les résultats décrits dans cet article traduisent la richesse de l'objet d'étude. Toutefois, notre travail laisse aussi percevoir le danger (méthodologique) d'une approche trop strictement quantitative et analytique qui pourrait explorer sans fin les relations entre des variables plus ou moins liées à l'activité conflictuelle. Afin de s'en préserver, il s'agit de s'appuyer, d'une part, sur une réflexion conceptuelle rigoureuse, et d'autre part, sur des approches plus qualitatives comprenant notamment des études de cas qui, en donnant une image beaucoup plus fine des processus conflictuels, jettent un éclairage résolument complémentaire à la démarche *horizontale* déployée ici.

ANNEXE 1

CRÉATION DU FACTEUR *PETITS COMMERCES DE QUARTIER*

Le facteur *petits commerces de quartier* a été créé depuis le fichier ZipCom 2001. La liste des établissements de quartier s'est faite à partir de la présence de certains critères définis au préalable. Ainsi, les établissements commerciaux répondant à au moins un de ces critères furent rejetés:

- tout établissement situé à l'extérieur de la zone d'étude;
- tout établissement situé dans un complexe regroupant cinq commerces et plus à la même adresse (petit et grand centre d'achat);
- tout établissement très spécialisé en appareils (concasseur à gravier, etc.), en services (nettoyeur de recouvrement extérieur, arbitrages, etc.), en produits (chlore, etc.);
- tout établissement nécessitant un grand local (entrepôt) ou un local adapté (atelier mécanique).

Ont été également rejetés:

- toutes les associations, coopératives, sociétés et agences, grossistes et entrepreneurs;
- tous les centres d'aide, d'hébergement et de soins de longue durée;
- tous les instituts, écoles et centres de recherche (R&D);
- toute chaîne de magasins;
- les conseillers, agents, courtiers, etc., et les professionnels (avocats, médecins, etc.).

En fait, les commerces de quartier sont les lieux offrant des produits et services (salon de coiffure, centre esthétique), où la presque totalité de la collectivité locale peut être servie (par un commis) et ce, de façon quasi quotidienne. Toutefois, la liste contient sans doute un certain nombre de commerces qui servent surtout les touristes, nombreux dans le Vieux-Québec.

BIBLIOGRAPHIE

- ALONSO, William (1964) *Location and Land Use*. Cambridge, Harvard University Press.
- BELLEY, Serge (2003) L'élection municipale de 2001 à Québec: «l'interventionisme municipal» de la ville-centre contre le «populisme fiscal» des banlieues. *Recherches sociographiques*, vol. 44, n° 2, pp. 217-238.
- BERRY, Brian J.L. (dir.) (1971) Comparative factorial ecology. *Economic Geography*, vol. 47, n° 2: supplément.
- BOURDIEU, Pierre (1979) *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Éditions de Minuit.
- BOURNE, Larry S. (1976) Physical adjustment processes and land use succession: a conceptual review and central city example. *Economic Geography*, vol. 47, n° 1, pp. 1-15.
- CADWALLADER, Martin (1996) *Urban Geography. An Analytical Approach*. Upper Saddle River (NJ), Prentice-Hall.
- CALLON, Michel, LASCOURMES, Pierre et BARTHE, Yannick (2001) *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris, Seuil.
- CHARLIER, Bruno (1999) *La défense de l'environnement: entre espace et territoire*. Université de Pau et des Pays de l'Adour, thèse de doctorat.
- COX, Kevin R. et JOHSTON, Ronald J. (1982) Conflicts, Politics and the Urban Scene: A Conceptual Framework. Dans Kevin R. Cox et Ronald J. Johnston (dir.) *Conflict, Politics and the Urban Scene*, New-York, St. Martin's Press, pp. 1-19.
- CRAIG, William J., HARRIS, Trevor M. et WIENER, Daniel (2002) *Community Participation and Geographic Information Systems*. Londres, Taylor & Francis.
- DAVIDOFF, Paul (1965) Advocacy planning. *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 31, n° 4, pp. 331-338.
- DEAR, Michael (1977) Spatial Externalities and Locational Conflict. Dans D. Massey et P. Batey (dir.) *Alternative Framework Analysis*, Londres, Pion, pp. 152-167.
- FINCHER, Ruth (1987) Defining and explaining urban social movements. *Urban geography*, vol. 8, n° 2, pp. 152-160.
- FORESTER, John (1989) *The Deliberative Practitioner. Encouraging Participatory Planning Processes*. Cambridge, MIT Press.
- FREUDENBURG, William R. et PASTOR, Susan K. (1992) NIMBYs and LULUs: Stalking the syndromes. *Journal of Social Issues*, vol. 48, n° 4, pp. 39-61.
- FUKUYAMA, Francis (1999) *The Great Disruption. Human Nature and the Reconstitution of Social Order*. Londres, Profile Books.
- HAMEL, Pierre (1991) *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- HAMEL, Pierre (2001a) The Fragmentation of Social Movements and Social Justice. Beyond the Traditional Forms of Localism. Dans P. Hamel, H. Lustiger-Thaler et M. Mayer (dir.) *Urban Movements in a Globalising World*, Londres, Routledge, pp. 158-176.
- HAMEL, Pierre (2001b) Beyond New Social Movements: Social Conflicts and Institutions. Dans K. Nash et A. Scott (dir.) *The Blackwell Companion to Political Sociology*, Malden, Blackwell, pp. 261-270.
- HARVEY, David (1970) Social processes and spatial form: an analysis of the conceptual problems of urban planning. *Papers of the Regional Science Association*, n° 25, pp. 47-69.

- HULBERT, François (1994) *Essai de géopolitique urbaine et régionale: la comédie urbaine de Québec*. Montréal, Méridien.
- JANELLE, Donald G. (1977) Structural dimensions in the geography of locational conflicts. *The Canadian Geographer*, vol. 21, n° 4, pp. 311-328.
- JANELLE, Donald G et MILLWARD, Hugh A. (1976) Locational conflict patterns and urban ecological structure. *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 67, n° 2, pp. 102-113.
- KERNALEGENN, Tudi (2001) *Les chemins bretons de l'écologie. Les luttes écologistes dans le Finistère (1967-1981)*. Université de Rennes 2, département d'histoire, mémoire de maîtrise.
- LECOURT, Arnaud et BAUELLE, Guy (2004) Conflits d'aménagement et proximité sociale: une réévaluation. *International Journal of Sustainable Development*, vol. 7, n° 3, pp. 287. [En ligne]. <http://139.124.177.94/proxim/viewabstract.php?id=197>.
- LÉVY, Jacques (1999) *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*. Paris, Belin.
- LEY, David et MERCER, John (1980) Locational conflict and the politics of consumption. *Economic Geography*, vol. 56, n° 2, pp. 89-109.
- MORIN, Richard et ROCHEFORT, Michel (2003) L'apport des services de proximité à la construction d'une identité de quartier: analyse de services d'économie sociale et solidaire dans trois quartiers de Montréal. *Recherches sociographiques*, vol. 44, n° 2, pp. 267-290.
- NEWLING, Bruce (1966) Urban growth and spatial structure: Mathematical models and empirical evidence. *Geographical Review*, n° 55, pp. 213-225.
- PÉRON, René (2000) «Cachez ces boîtes que je ne saurais voir». La recomposition des formes urbaines de la distribution vue par les parlementaires français. *Noréis*, vol. 47, n° 175, pp. 9-22.
- POPPER, Frank J. (1981) Siting LULUs. *Planning*, vol. 47, n° 4, pp.12-15.
- POPPER, Karl (1973) *La logique de la découverte scientifique*. Paris, Payot.
- SAINT-MARTIN, Denis (2000) La politique de la cohésion sociale et l'occultation des différences socioéconomiques. *Économie et solidarités*, vol. 31, n° 1, pp. 24-38.
- SIBSON, Robin (1981) A brief description of natural neighbour interpolation. Dans V. Barnett (dir.) *Interpreting Multivariate Data*, Chichester, John Wiley, pp. 21-36.
- THÉRIAULT, Marius, THOMAS, Corinne et BEAUDOIN, Marcel (1996) *Fichier des déplacements de l'enquête Origine-Destination 1991 de la STCUQ*. Québec, STCUQ-CRAD.
- TOURAINÉ, Alain (1993) *La voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, Seuil.
- TRUELLE, Catherine (2000) *Participation des femmes aux conflits de localisation et luttes urbaines, RMR de Québec, 1992-1999*. Québec, Université Laval, École supérieure d'aménagement du territoire et développement régional, mémoire de maîtrise.
- TRUELLE Catherine (2003) Au-delà des mouvements sociaux: une typologie relationnelle des conflits urbains. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 47, n° 131, pp. 223-242.
- TRUELLE, Catherine (2005) *Visibilité de la participation des femmes aux conflits urbains de Québec entre 1965-2000*. Québec, Université Laval, École supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional, thèse de doctorat.
- TRUELLE, Catherine, THÉRIAULT, Marius, PELLETIER, Mathieu et VILLENEUVE, Paul (2004) *Répertoire des conflits urbains, RMR de Québec, 1965-2000*. Québec, Université Laval, CRAD, base de données sur les conflits urbains.

-
- TRUDELLE, Catherine, VILLENEUVE, Paul et THÉRIAULT, Marius (2005) Trois décennies de conflits urbains dans la région de Québec: analyse de la visibilité de la participation des femmes entre 1965 et 2000. *Recherches sociographiques*. À paraître.
- VILLENEUVE, Paul (1982) Changement social et pouvoir municipal à Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 26, n° 68, pp. 223-235.
- VILLENEUVE, Paul et CÔTÉ, Gilles (1994) Conflits de localisation et étalement urbain: y a-t-il un lien? *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 38, n° 105, pp. 397-412.
- VILLENEUVE, Paul et SÉGUIN, Anne-Marie (2001) Power and decision-making in the city: Political perspectives. Dans T. Bunting et P. Filion (dir.) *Canadian Cities in Transition*. Toronto, Oxford University Press, pp. 544-564.
- WESTER-HERBER, Misse (2004) Underlying concerns in land-use conflicts – the role of place identity in risk perception. *Environmental Science & Policy*, vol. 7, n° 2, pp. 109-116.